



Conseil de sécurité

**Distr.
GENERALE**

**S/16966
19 février 1985
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS**

**NOTE VERBALE DATEE DU 14 FEVRIER 1985, ADRESSEE AU SECRETAIRE
GENERAL PAR LA MISSION PERMANENTE DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE
SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES**

La Mission permanente de la République socialiste soviétique de Biélorussie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et, se référant à sa note SCPC-2-2-4 (84) du 21 décembre 1984, a l'honneur de l'informer de ce qui suit.

Strictement fidèle à sa position de principe en ce qui concerne la criminelle politique d'apartheid menée par le régime raciste d'Afrique du Sud, la RSS de Biélorussie n'entretient aucune relation avec ce pays dans les domaines politique, économique, militaire ou autre.

C'est pourquoi la RSS de Biélorussie a accueilli avec satisfaction la résolution 558 (1984) du Conseil de sécurité, qui vient compléter les décisions antérieures du Conseil concernant l'embargo obligatoire sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, et en applique strictement les dispositions, tout comme elle le fait pour les décisions adoptées précédemment par le Conseil de sécurité sur cette question.

Etant donné que le régime raciste d'Afrique du Sud continue de ne tenir aucun compte des décisions de l'Organisation des Nations Unies relatives à la lutte contre l'apartheid, mène une politique d'agression, de déstabilisation et de terrorisme d'Etat contre des Etats indépendants voisins, renforce son potentiel militaire, s'efforce d'acquérir des armes nucléaires et, ce faisant, menace directement la paix et la sécurité internationales, la RSS de Biélorussie appuie les demandes de plus en plus nombreuses selon lesquelles le Conseil de sécurité devrait adopter sans tarder toutes les mesures nécessaires, y compris des sanctions globales et obligatoires en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

La Mission permanente de la RSS de Biélorussie auprès de l'Organisation des Nations Unies serait reconnaissante au Secrétaire général de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note en tant que document du Conseil de sécurité.